

Centres d'appel

# Pourquoi Intelcia est à vendre



Karim Bernoussi, PDG et cofondateur d'Intelcia.

P9

CAN 2025  
**La billetterie déjà hors-jeu**

P5



Patrice Motsepe, président de la Confédération Africaine de Football (CAF)

Mouvement Gen Z 212

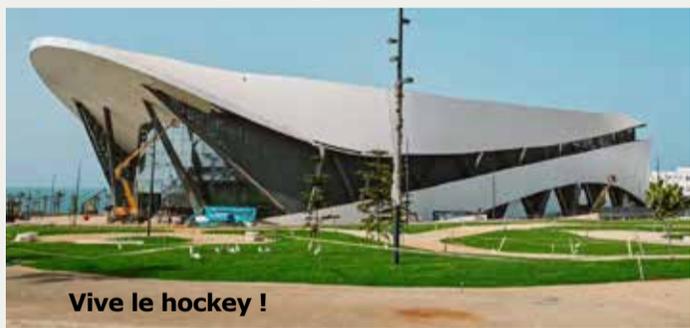
# APPROCHE PUREMENT SÉCURITAIRE, DEGRÉ ZÉRO DE LA COMMUNICATION

P10

Rabat se dote d'une arène de hockey sur glace

## Un investissement glaçant...

P5



Vive le hockey !

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Mohamed Mehdi Bensaid

Le bonheur est à portée... de manette



P11

Confus DE CANARD

Il est urgent de changer de logiciel...

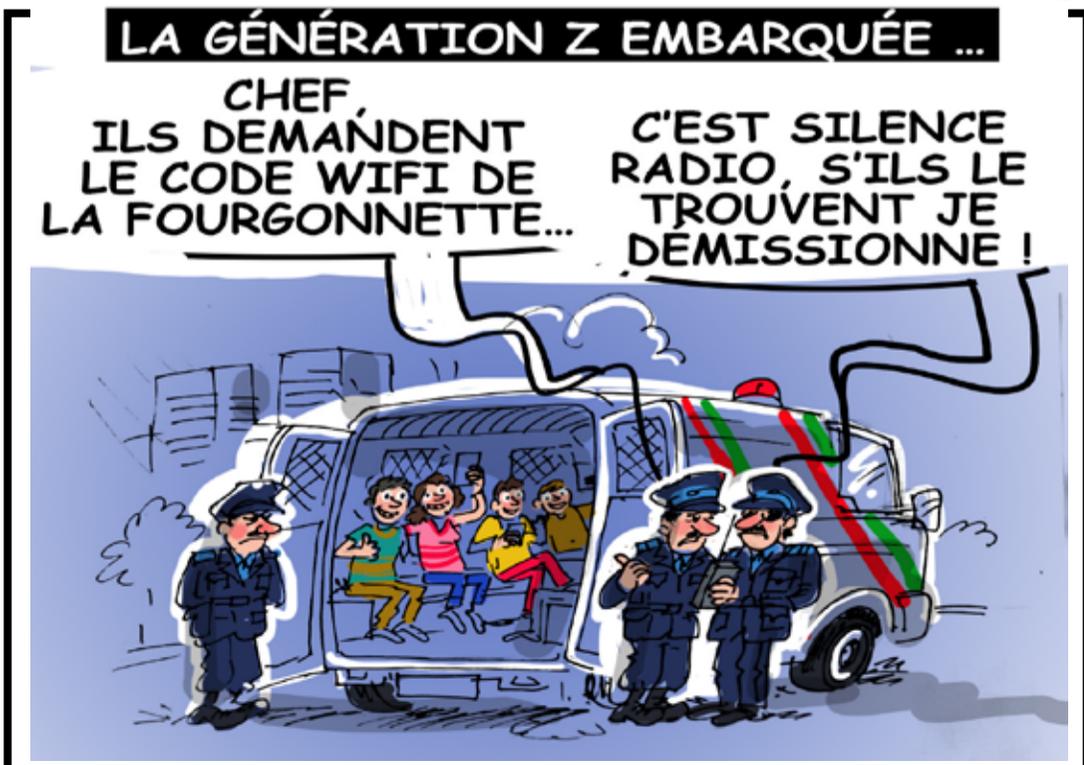
P2

Retraites  
**La drôle de recommandation de la Banque mondiale**

P6



Les Marocains appelés à travailler longtemps...





## Confus de **CANARD**



**Abdellah Chankou**  
Directeur de la publication

# Il est urgent de changer de logiciel...

**L**e ministre de l'Intérieur enchaîne les réunions avec les chefs des partis politiques en vue des élections législatives de 2026. Mais les quelques informations qui transpirent de ces conciliabules ne semblent pas aller dans le sens de la rupture avec les pratiques ayant conduit à la médiocrité actuelle qui crève les yeux. En témoignent leurs revendications consistant à augmenter le nombre de sièges parlementaires, le retour de la liste des jeunes qui a donné lieu par le passé à des méthodes de chouchoutage flagrantes ou la création d'une liste mixte (regroupant hommes et femmes) dite de « compétences » au nom de la représentativité des femmes et des jeunes dans le paysage politique. Des candidats faire-valoir pour légitimer les autres, ceux qui doivent aller au suffrage universel pour obtenir leur siège. Les apparences côté jeunes et parité étant saufs, ceux-là, qui constituent le gros des bataillons qui partent à l'assaut de l'hémicycle, peuvent être incompetents et médiocres, louches et véreux, cela ne dérange nullement les dirigeants des partis ! Pourvu qu'ils soient des notables bien enracinés ou des types bien nantis en avoirs, indispensables dans le contexte national pour décrocher son ticket sous la coupole. Il faut avoir en effet quelques millions de DH à investir dans le souk électoral pour obtenir l'accréditation tant convoitée qui souvent se monnaie au prix fort dans les coulisses des marchandages. En face d'un candidat ainsi blindé, un rival propre et instruit, qui n'a que son engagement à proposer, ne fait pas le poids et a toutes les chances de mordre la poussière. Ce genre de profils, tous les partis sans exception leur courent derrière et leur font même des courbettes. Profitant de leur « succès », ils n'hésitent pas, une fois élus, à en jouer pour intervenir dans les affaires du parti et orienter pour leurs intérêts personnels certaines de ses décisions. Cette gamme de spécimens a fait une entrée en force dans le Parlement cuvée 2021 et certains échantillons sont en train de finir leur mandat derrière les barreaux de Oukacha.

Dans les élections à la marocaine, seule compte la course aux sièges qui carbure à l'argent, considéré par les partis en lice comme le sésame pour faire entrer le maximum de têtes dans l'hémicycle. Car de cette logique arithmétique dépendent les chances de chacun pour former le gouvernement ou du moins en faire partie et tout le reste est dépeuplé... Tant que cet état d'esprit et ses pratiques dominant, vous ne verrez guère la classe politique signer de son propre chef un gentlemen agreement moral en vertu duquel les investi-

tures ne sont accordées qu'aux candidats reconnus propres et suffisamment instruits pour déchiffrer une loi de finances, faire une proposition de loi ou contribuer à en enrichir le contenu... Or, le choix, le bon choix, des candidats est d'une importance cruciale. De nature à favoriser l'écroulement d'un personnel politique de valeur, il représente la première pierre de l'édifice démocratique, le premier pas vers l'installation d'un écosystème politique vertueux. On en est loin.

Or, l'électorat est de moins en moins naïf et non éclairé, prêt à gober tout ce qu'on lui raconte. A l'ère des réseaux sociaux où tout se sait et se partage à grande échelle, l'électorat est devenu informé en temps réel, les responsables politiques étant sous une surveillance constante. Un propos déplacé, une promesse non tenue, un scandale sont immédiatement relayés jusqu'au fin fond du Maroc profond. Le chef du gouvernement et bien des ministres en savent quelque chose,

qui sont régulièrement pris pour cible parfois à tort, parfois à raison... La donne a changé et il faut que la classe politique en tienne compte si elle veut véritablement compter.

Seraient inutiles, voire contre-productives des élections qui ne marquent pas une rupture avec le passé et ses pratiques répréhensibles et accouchent de nouveau de profils marqués du sceau de la médiocrité et de l'infamie. C'est tout le pays qui aura manqué un rendez-vous crucial pour redorer le blason des partis et redonner espoir dans la politique. La balle est dans le camp de la classe politique et non du ministre de l'Intérieur. Il ne tient qu'à elle

de changer pour attirer les bons éléments et mettre en place un processus rigoureux de sélection des candidats. De telle sorte que le Parlement 2026 incarne ce Maroc en mouvement qui avance sous l'impulsion royale, ce Maroc des chantiers de développement stratégiques tous azimuts mais aussi de la bonne gouvernance et de la richesse mieux répartie. Un Maroc de l'égalité des chances, qui favorise les conditions d'une vie digne pour tous. Les partis qui sont à la traîne tiennent l'occasion de se réhabiliter et de réhabiliter l'action politique. Les Marocains ne veulent plus de partis-applaudimètre qui se contentent d'acclamer les décisions royales mais une classe politique qui accompagne la vision du souverain dans l'efficacité et la rigueur, capable de parler à la jeunesse et de répondre concrètement à ses attentes. Il est urgent de changer de logiciel. Le mouvement de mobilisation dans la rue de la génération Z pour réclamer un avenir est l'expression de l'échec d'une certaine conception de la politique. L'alerte a été donnée... ▶

**Les Marocains ne veulent plus de partis-applaudimètre qui se contentent d'acclamer les décisions royales mais une classe politique qui accompagne la vision du souverain dans l'efficacité et la rigueur.**



## Côté **BASSE-COUR**



Le commerce aura ses Assises en 2026

### Parole de Ryad Mezzour !



Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour.

Bonne nouvelle pour les adeptes des chantiers éternellement recommencés: le commerce marocain aura droit à ses Assises en 2026. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, l'a annoncé avec un enthousiasme certain, comme s'il venait d'inventer le concept. Objectif officiel : tracer une feuille de route pour 2030. Objectif officieux : ressortir le compas et la règle pour redessiner encore et encore le même plan. Lors d'une journée d'étude sous le thème – « Ensemble pour un commerce du Maroc 2030 » –, le ministre a expliqué que ces Assises serviront à « valoriser les acquis », « fixer les priorités » et « adopter des solutions innovantes ». En clair : refaire les débats déjà faits, ajouter quelques buzzwords neufs, et promettre que cette fois-ci, promis-juré, on ira jusqu'au bout.

#### Le commerce, éternel chantier à ciel ouvert

Ryad Mezzour a rappelé les « progrès » : 300.000 commerçants inscrits au CPU (la contribution professionnelle unifiée, pas la centrale de traitement d'un ordinateur), 161 start-ups soutenues via « Moroccan Retail Tech Builder » et 35.000 détaillants mieux approvisionnés. Mais visiblement, ce n'était pas suffisant pour éviter de ressortir le cahier de brouillon. L'argument en béton de M. Mezzour, reste, bien sûr, la Coupe du Monde 2030, la nouvelle tarte à la crème. Avec l'Espagne et le Portugal, le Maroc doit se préparer à accueillir dans de bonnes conditions des millions de visiteurs. Et quoi de mieux qu'une nouvelle salve d'Assises pour rappeler que, dans le commerce, on a de l'ambition et... beaucoup de patience. En réalité, ce nouveau rendez-vous ressemble surtout à un rituel : on organise régulièrement de nouvelles Assises, on trace une nouvelle feuille de route, puis on replie soigneusement le document... avant de recommencer le cycle. Comme dans un grand jeu de société : « Retournez à la case départ et annoncez une vision ambitieuse pour 2030. » Le commerce marocain a donc rendez-vous avec lui-même, encore une fois. Les Assises 2026 seront l'occasion de blablatte, se lancer dans des effets d'annonce et signer une flopée de conventions. Tout un travail. ▀

Levée de l'interdiction d'abattage des femelles ovines et caprines

### Un assouplissement aux airs de paradoxe

Six mois après avoir imposé une interdiction générale d'abattage des femelles ovines et caprines, le ministère de l'Agriculture vient d'assouplir sa position. La décision signée le 24 septembre par Ahmed El Bouari, ministre de l'Agriculture, limite désormais cette interdiction aux seules femelles en état de gestation apparente. Un revirement qui suscite autant d'interrogations que d'explications. Les autorités de tutelle invoquent des données statistiques rassurantes. Le recensement national du cheptel, mené entre juin et août 2025, aurait révélé un noyau reproductif solide: 23,15 millions d'ovins dont 16,34 millions de femelles, et 7,47 millions de caprins dont 5,29 millions de femelles. À cela s'ajoutent 9,4 millions de naissances, portant le cheptel reproducteur à près de 14 millions de têtes âgées de plus d'un an. De plus, l'annulation du sacrifice de l'Aïd al-Adha, mesure exceptionnelle prise en 2025, a permis de préserver environ 3 millions de femelles supplémentaires. Pour Hassan Agdim, directeur de la Division des filières animales au ministère de l'Agriculture, ce choix s'inscrit dans une stratégie de long terme : « La reconstitution du cheptel est effective et le secteur se porte mieux, avec une perspective d'atteindre 33 millions de têtes. Nous comptons aujourd'hui 16 millions de femelles et prévoyons 8 millions de naissances avant la fin de l'année. Cette dynamique permettra d'alimenter le marché en viande et de renforcer les revenus des agriculteurs. » Si l'argumentaire semble solide, la décision soulève néanmoins des interrogations. Comment concilier la volonté affichée de « proliférer le cheptel national » avec une ouverture, même partielle, de l'abattage des femelles ? La prudence adoptée au printemps dernier, face à des risques de contraction du cheptel, n'est plus de mise alors même que les effets de la sécheresse, de la pression démographique et des fluctuations du marché international continuent de peser sur la sécurité alimentaire. En réalité, cet assouplissement traduit un compromis délicat: répondre à court terme aux besoins de consommation de viande et aux attentes des éleveurs en quête de revenus, tout en maintenant un noyau reproductif jugé suffisant pour garantir la pérennité du cheptel. Mais la question demeure : cette équation fragile pourra-t-elle tenir face aux aléas climatiques et aux cycles de reproduction qui, par nature, exigent du temps et de la constance ? Et puis question capitale : cet assouplissement agira-t-il sur les prix des viandes rouges à la baisse ? ▀



Protéger les femelles productrices.

### Notation souveraine Le Maroc réintègre le « club sélect » des économies attractives

L'annonce faite récemment par Standard & Poor's de relever la note souveraine du Maroc à BBB-/A-3 et de replacer le pays dans la catégorie investment grade dépasse la simple reconnaissance d'une amélioration conjoncturelle. Elle s'inscrit dans un moment particulier : celui d'une économie mondiale marquée par les tensions commerciales et l'incertitude des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la décision de l'agence américaine agit comme un signal de confiance, rare et précieux, alors que nombre d'économies, y compris développées, subissent plutôt des dégradations. Le reclassement du Royaume ouvre des perspectives tangibles.

D'abord financières : l'accès aux marchés internationaux à des taux plus favorables devrait contribuer à réduire le coût du service de la dette publique et offrir une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire. Ensuite, en matière de perception : la mention investment grade confère au Maroc une visibilité accrue auprès des investisseurs institutionnels, souvent contraints par leurs propres règles de ne pas investir dans des pays classés en dehors de cette catégorie. Au-delà du symbole, la décision de Standard & Poor's repose sur des fondamentaux.



Le reclassement du Royaume ouvre des perspectives tangibles.

L'agence estime que la croissance du PIB réel avoisinera 4 % en moyenne entre 2025 et 2028, un rythme soutenu dans un environnement international volatil.

Cette performance s'appuie sur une politique écono-

mique jugée cohérente : contrôle progressif des déficits (avec une cible à 3 % du PIB dès 2026), maintien d'un déficit courant maîtrisé (2,1 % en moyenne sur la période), et poursuite des réformes structurelles. Le rapport met aussi en avant la diversification progressive de l'économie marocaine, un enjeu central pour réduire la dépendance aux chocs agricoles et aux fluctuations du commerce mondial. Les efforts engagés dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des infrastructures apparaissent comme autant de garde-fous contre la vulnérabilité externe. Enfin, replacée dans une perspective plus large, cette deuxième révision positive consécutive – après celle de mars 2024 – consacre une dynamique de crédibilité accumulée. Elle renforce la position du Maroc comme une économie émergente stable, capable d'attirer durablement les investissements directs étrangers et de consolider sa souveraineté financière. Dans un monde où la notation souveraine devient autant un outil de lecture qu'un instrument de pression, le Maroc gagne ainsi non seulement en attractivité, mais aussi en rareté: peu de pays, ces derniers mois, peuvent se prévaloir d'une trajectoire ascendante dans le regard des agences de notation. ▀



## Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois  
**GENTLEMAN**

# Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

**B**olloré a été soupçonné de vouloir peser sur l'élection présidentielle de 2022, en utilisant ses moyens et son influence sur les médias, pour faire avancer l'extrême droite, et en particulier OZZ 117, le berbère algérien, Olivier Zitoune Zemmour. Il a été auditionné en janvier 2022 par le Sénat à qui il a assuré que « son intérêt n'est pas politique, ni idéologique, mais purement économique ». Déclaration contredite quelques jours plus tard par OZZ, qui répond « absolument » à la question que Bolloré « soit animé par un "sentiment de mission" au service de la France ». Selon OZZ, « ce que je sais, pour en avoir discuté avec lui, c'est que Vincent Bolloré est très conscient du danger de civilisation qui nous guette, du danger de remplacement de civilisation. Il veut léguer à ses enfants et à ses petits-enfants la France telle qu'on la lui a léguée. Moi, je préfère quelqu'un qui est patriote et qui veut défendre la France. Je lui rends hommage ». Le HuffPost qualifie Bolloré de « magnat des médias conservateurs », et pour Le Nouvel Observateur, Bolloré a bâti « un empire médiatique ultraconservateur ». Un avis partagé par des journaux étrangers comme le New York Times ou le Financial Times. Ce phénomène inquiète Reporters sans frontières, qui dénonce des « atteintes répétées à la liberté de la presse et à l'indépendance des rédactions constituent une menace sans précédent pour la démocratie » et les « procédures-bâillons » pour intimider judiciairement toute critique ou enquêtes sur les activités et les affaires de Bolloré. Il poursuit personnellement devant les tribunaux les journalistes de Radio France Inter, du Nouvel Obs, du Point, de France Télévision 2, du Monde diplomatique... Ce procès symbolique est présidé par : Oberti (Mediapart) - Procureur : Arié Alimi - Avocats : Tordjman et Abramowitch - Témoins - El Moaddem (Arrêt sur images) - Mahoudeau (docteure en science politique) - Samuel Gontier (Télérama) - Anas Daif (auteur) - Laroussi (étudiante) - Lévrier (historien) Dans un communiqué conjoint, les rédactions de l'AFP,



**Ce procès symbolique est présidé par : Oberti (Mediapart) - Procureur : Arié Alimi - Avocats : Tordjman et Abramowitch - Témoins - El Moaddem (Arrêt sur images) - Mahoudeau (docteure en science politique) - Samuel Gontier (Télérama) - Anas Daif (auteur) - Laroussi (étudiante) - Lévrier (historien)**

Libération, Le Figaro, L'Humanité et Les Échos dénoncent « des tentatives inacceptables de Bolloré » pour les « faire taire en essayant de ruiner financièrement les journalistes ». Bolloré est proche des mouvances nationalistes bretonnes. Fervent catholique, il est partisan d'un catholicisme « identitaire » et traditionaliste, qu'il a tenu à relayer dans ses médias comme la défunte télé C8 que le Tunisien Cyril 5anouna a tué, CNews ou Paris Match... Bolloré a la même stratégie que Berlusconi et Trump, mais il n'entre pas personnellement en politique comme Murdoch. Bolloré soutient l'Algérien OZZ, « le candidat qui défend ses idées ». Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle. Avec comme fer de lance OZZ, dont les obsessions identitaires et anti-islam colonisent le débat public. Bolloré échange quotidiennement avec OZZ (Olivier en français = Zitoune en arabe = Zemmour en berbère). L'émission du Tunisien Baba Cyril 5anouna sur la défunte télé C8 reçoit OZZ en décembre 2021, dévoile les deux virtualités du système Bolloré, reposant sur un double socle : celui du journalisme d'extrême droite classique incarné par OZZ et celui de l'horizontalité populiste représenté par Cyril 5anouna. Le format de l'émission, avec une horizontalité qui donne la priorité au clash, permet la banalisation des idées d'extrême droite. Selon la chercheuse au CNRS Claire Sécaïl, l'extrême droite était surreprésentée dans la défunte émission TPMP - Touche pas à mon poste ! et 40% du temps d'antenne politique de TPMP sur C8 a été consacré à OZZ. Et surtout sous le prisme de la victimisation, pour Alexis Lévrier qui pense que s'ils ont échoué dans les urnes, Bolloré et OZZ ont gagné une bataille médiatique en imposant un vocabulaire, des idées et un imaginaire raciste, telle l'idée du grand remplacement. ▶ (À suivre)

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

## **OCP** Une croissance portée par l'export et la durabilité

**L**e groupe OCP a terminé le premier semestre 2025 sur un chiffre d'affaires de 52,2 milliards de DH, en hausse par rapport aux 43,2 milliards enregistrés à la même période de 2024. Cette progression à deux chiffres s'explique principalement par l'augmentation des volumes exportés, tant en engrais qu'en roche phosphatée, dans un contexte de marché globalement favorable. La performance opérationnelle du Groupe se traduit par une marge d'EBITDA solide, établie à 36 %, confirmant l'efficacité des mesures de flexibilité industrielle et d'optimisation des coûts. Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a atteint 30,6 milliards de DH, consolidant la dynamique haussière. Parmi les moteurs de croissance, la Strategic Business Unit Speciality Products & Solutions (SPS) se distingue, avec 3,8 milliards de DH de chiffre d'affaires à l'export. L'élargissement du portefeuille, allant des acides spécialisés aux engrais solubles dans l'eau et aux phosphates pour l'alimentation animale, illustre l'orientation d'OCP vers des segments à plus forte valeur ajoutée. L'acquisition de 25 % supplémentaires de l'espagnol GlobalFeed S.L., portant la participation à 75 %, s'inscrit dans cette logique d'intégration verticale et de diversification internationale. Le financement constitue un autre axe stratégique. L'émission obligataire internationale d'avril 2025, d'un montant de 1,75 milliard de dollars,



**La performance opérationnelle du Groupe se traduit par une marge d'EBITDA solide, établie à 36 %.**

a connu une sursouscription historique (plus de 4 fois), confirmant la confiance des investisseurs dans la stratégie d'expansion et de durabilité du Groupe. Ce succès a été complété par des accords de financement vert : 365 millions d'euros en partenariat avec SACE et 350 millions d'euros avec l'Agence française de développement (AFD). Ces fonds viendront soutenir le plan d'investis-

sement vert 2023-2027 (13 milliards de dollars), qui vise 100 % d'énergies propres et d'eau non conventionnelle d'ici 2027, ainsi que la neutralité carbone à l'horizon 2040. Sur le plan industriel, les projets d'expansion se multiplient. Le complexe de Jorf Lasfar avance dans la mise en service progressive du "TSP Hub", avec une première ligne opérationnelle depuis juillet 2025 et une seconde attendue en mars 2026. De nouvelles unités d'acide phosphorique, utilisant des procédés innovants, renforcent également les capacités de production. En parallèle, le programme minier Mzinda Meskala progresse, avec le démarrage des travaux sur les sites de Louta et Benguerir. Enfin, la straté-

gie Eau franchit des étapes décisives : le pipeline de dessalement reliant Jorf Lasfar à Khouribga est désormais opérationnel, et la capacité de dessalement a été portée à 50 millions de m<sup>3</sup> supplémentaires par an. Avec une base industrielle consolidée, une offre de produits diversifiée et une stratégie financière tournée vers la durabilité, OCP confirme sa position de leader mondial des phosphates, tout en se projetant vers un modèle résolument axé sur l'innovation et la transition verte. ▶



## Côté BASSE-COUR



**Rabat se dote d'une arène de hockey sur glace**

### Un investissement glaçant...

**C'est officiel ! Alors que le Maroc manque cruellement d'installations sportives grand public, Rabat a décidé de se doter d'un joyau absolument indispensable qui ouvrira bientôt ses portes : un stade de hockey sur glace!**

**S**tanding ovation ! Pour la modique somme de 246 millions de DH ( l'équivalent de 10 piscines de quartier qui font cruellement défaut à un pays qui possède pourtant deux façades maritimes), le Maroc s'est offert un temple du hockey sur glace digne des plus grandes ligues nord-américaines!

Il était en effet grand temps de résoudre le problème le plus pressant de la jeunesse : le manque criant de patinoires olympiques à température contrôlée, accessibles uniquement par ceux dont le portefeuille est aussi bien garni que la

semelle de leurs patins est affûtée.

Pendant que gamins et adultes issus des classes populaires et moyennes populaires se bousculent dans les couloirs de la seule piscine de Casablanca ( celle du complexe Mohammed V), une poignée de privilégiés auront bientôt la possibilité de slalomer entre les mises en échec dans un cadre climatisé à -5°C. Parfait pour se rafraîchir les idées... et le compte en banque de papa.

Les promoteurs insistent sur le caractère multisports du complexe, mais ce qui domine c'est bien l'image d'un investissement glacial qui pétrifie les esprits.

Les défenseurs du projet ne manqueront pas de rétorquer que le sport pour tous est une priorité. Mais c'est justement le cas ! « Tous ceux qui pratiquent le hockey, bien sûr. Et qui sont-ils ? Une question vulgaire. L'important, c'est le spectacle et le prestige national. Imaginez la gloire quand l'équipe nationale affrontera le Luxembourg en match amical ! Les médias du



**Vive le hockey !**

monde entier en parleront. En page 18 de la rubrique « Faits Divers Insolites ».

Le complexe, lui-même, est une merveille

d'ingénierie : une coque architecturale originale, des loges VIP équipées de fauteuils certainement massants, et un dispositif de fabrication de glace si perfectionné qu'il consomme autant d'électricité qu'un village de 5000 habitants. L'écologie, c'est bien, mais une patinoire bien lisse, c'est mieux. Alors si vous regrettez le manque chronique d'infrastructures sportives grand public, une piste d'athlétisme, des courts de tennis ou des terrains de basket, souvenez-vous de la vision à long terme des élus. Ils ne construisent pas pour le sport d'aujourd'hui, si commun et pratiqué par le plus grand nombre. Non, ils bâtissent pour le sport de demain : rare, cher, et résolument distingué.

Vive le hockey, ce sport si populaire qu'il fallait absolument un grand complexe pour l'abriter. Et pour les autres sports ? Ils peuvent toujours patiner... sur la glace de l'indifférence générale. ▀

**CAN 2025**

### La billetterie déjà hors-jeu



**Patrice Motsepe, président de la Confédération Africaine de Football (CAF)**

**I**ls étaient très nombreux à se connecter sur le site de la CAF jeudi 25 septembre pour la prévente aux détenteurs de la carte Visa pour l'achat des billets de la CAN 2025 qui se déroule au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026. Mais cette ouverture officielle, annoncée en grande pompe par la Confédération, a tourné au couac. Résultat : une farce en ligne qui ferait passer un vieux minitel pour un bijou technologique. La plateforme a rapidement croulé sous les bugs : files d'attente virtuelles sans fin, billets "épuisés" avant même d'être cliqués, et supporters ballottés entre espoir et colère. Face au tollé général, la CAF s'est empressé de publier un communiqué laconique, annonçant l'annulation du « match » et son report à des jours meilleurs, sans donner de date précise, pour garantir «

la meilleure expérience possible ». Une pirouette qui ressemble fort à l'aveu d'un match très mal préparé et perdu par forfait. Ironie du sort, c'est précisément cette "expérience" qui devait être la vitrine d'une Afrique moderne et connectée. Au lieu d'un guichet en ligne fluide, on a eu droit dans le cafouillage à une loterie numérique, où même les matchs les moins convoités affichaient "sold out" avant que quiconque n'ait pu approcher un panier d'achat. Les supporters marocains, eux, oscillent entre colère et résignation. Beaucoup rappellent que Webook, l'ancien prestataire local critiqué pour ses lenteurs, passe désormais pour un modèle de fiabilité comparé à cette tentative continentale avortée. La CAF, censée harmoniser et professionnaliser, mérite sur ce coup un carton jaune. ▀

**Santé mentale**

### Le roi lance un projet innovant à Médiouna

**S**M le Roi Mohammed VI a lancé le mercredi 1er octobre 2025 les travaux d'un projet à Sidi Hajjaj Oued Hassar, dans la province de Médiouna (région Casablanca-Settat), destiné aux personnes souffrant de troubles mentaux. Ce complexe régional marque une étape majeure dans la stratégie nationale visant à renforcer l'accompagnement psychosocial, à promouvoir la réintégration sociale et professionnelle, et à élargir l'accès aux soins à tous. Visant à favoriser la stabilisation, le rétablissement et le bien-être des patients, la structure qui s'étend sur un terrain de 8 hectares comporte un centre d'hébergement de 396 lits (dont 84 réservés aux femmes), des ateliers thérapeutiques et de formation (psychothérapie, sport, ergothérapie, arts, etc.), des espaces de parole, une bibliothèque, un pavillon santé intégrant psychiatrie, psychologie, médecine générale, soins dentaires. D'un coût de 300 millions de DH, ce projet est financé dans le cadre d'un partenariat réunissant la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, le ministère de la Santé et de la Protection Sociale, le ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, la région Casablanca-Settat, le conseil préfectoral de Casablanca, le conseil provincial de Médiouna, le conseil de la ville de Casablanca et l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). ▀





## Le Maigret du CANARD



### Retraites

# La drôle de recommandation de la Banque mondiale

**Intitulé "Accepter et façonner le changement: développement humain pour un Moyen-Orient et une Afrique du Nord en transition", le rapport met en lumière les fragilités démographiques du pays du fait de la baisse de la fécondité et du vieillissement de la population.**



Les Marocains appelés à travailler longtemps...

**AHMED ZOUBAÏR**

**L**e Maroc est mal barré sur le front des retraites. Alors que le débat sur fond de vives critiques autour de l'avenir du système s'intensifie notamment sur les réseaux sociaux, voilà que la Banque mondiale lance un pavé dans la mare avec un rapport qui fait froid dans le dos. Le diagnostic est aussi brutal que clair : le pays, dans sa course contre la montre démographique, doit impérativement revoir sa copie. Et comment ? En relevant l'âge de la retraite à 70 ans, voyons !

Ce rapport intitulé "Accepter et façonner le changement : développement humain pour un Moyen-Orient et une

Afrique du Nord en transition" ne s'est pas seulement contenté de dévoiler des chiffres inquiétants, il a carrément mis en lumière les fragilités démographiques du pays du fait de la baisse de la fécondité et du vieillissement de la population. C'est que le Maroc a achevé sa transition démographique ( 7,2 enfants par femme en 1960 contre 1,97 actuellement, soit en dessous du seuil de renouvellement des générations).

Une réalité alarmante révélée déjà par une enquête du HCP en juillet sans faire réagir curieusement le gouvernement. L'enquête de la Banque mondiale indique que le ratio de dépendance des personnes âgées pourrait atteindre 18% d'ici 2050. Un désastre en perspective ? Comment dans ces conditions maintenir la viabilité des caisses de retraite et éviter leur faillite ? D'où la recommandation de l'institution financière internationale de faire travailler les Marocains jusqu' à 70 ans ! L'objectif étant d'allonger la période de cotisation tout en réduisant la durée de la retraite, histoire d'atténuer la pression sur le système.

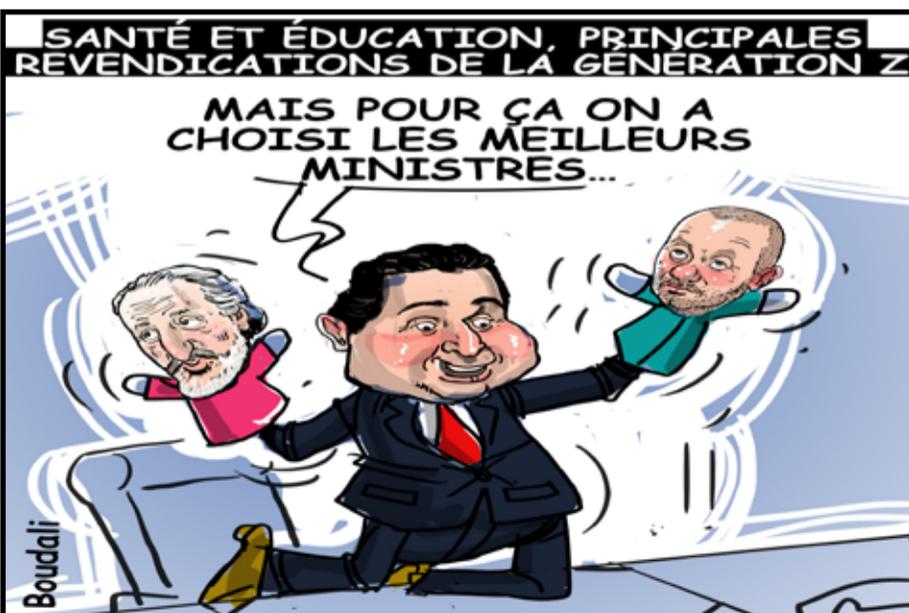
Le rapport va plus loin en expliquant que le Maroc souffre d'un âge de départ à la retraite prématuré dans le secteur privé, avec une moyenne de départ à 56 ans, contre une espérance de vie restante de 26 ans pour les retraités. Un paradoxe qui pèse lourdement sur les caisses de retraite, qui n'ont visiblement pas les moyens de financer une longévité pour les pensionnés jugée considérable.

Les auteurs du rapport préconisent également l'instauration d'un environnement législatif et réglementaire qui favoriserait cette "jeunesse éternelle"

au travail, tout en assurant des conditions dignes. Pas question de sacrifier la qualité de vie des travailleurs âgés, mais il s'agirait plutôt de leur offrir des conditions de travail adaptées à leurs nouvelles aspirations. Ce n'est pas "travailler jusqu'à 70 ans", mais "travailler jusqu'à 70 ans... en ayant un peu de confort, tout de même". Mais quel confort ?

Et pour couronner le tout, la Banque Mondiale recommande que ce nouveau cap soit accompagné par des investissements massifs dans la santé préventive et une meilleure qualité de vie pour les seniors. Bref, travailler jusqu'à 70 ans, oui, mais à condition de pouvoir encore marcher sans béquilles et sans courber l'échine et de bénéficier d'un panier de soins digne de ce nom. La recette de la Banque mondiale ressemble à un compromis entre la logique comptable et les contraintes de la réalité sociale.

Or, au Maroc, il ne fait pas bon être une personne âgée. A moins d'avoir eu les moyens pendant la vie active d'assurer ses arrières en achetant par exemple des points de retraite, le troisième âge est synonyme de rejet, de marginalisation et de tristesse. Ils sont ainsi plus de 3 millions de Marocains de 60 ans et plus, à subir les tourments matériels





## Le Maigret du CANARD



de la vieillesse. Et si la maladie surtout chronique s'en mêle, il vaut mieux implorer la délivrance pour éviter les affres de l'attente chez les médecins, le parcours (de combattant) des soins et leur caractère onéreux.

Certains sont un fardeau pour leur famille, alors que d'autres vivent dans la pauvreté et l'exclusion. Être vieux au Maroc c'est crapahuter dans un monde sans infrastructures adaptées « aux spécificités des personnes âgées », avait indiqué dans un avis publié en 2015 le Cese qui a aussi pointé du doigt un « espace public urbain [qui] ne favorise ni la mobilité, ni une vie sociale épanouie » pour cette catégorie de la population. Une décennie plus tard, force est de constater que rien n'a été entrepris par les pouvoirs publics pour leur faciliter la vie en guise de gratitude... Une politique du grand âge, un autre angle mort ( qui s'ajoute à celui de la jeunesse) des stratégies gouvernementales, a pourtant largement sa place dans un Maroc réputé pour sa culture de solidarité bien enracinée dans la société.

Ces derniers mois, les retraités ont d'ailleurs organisé une série de marches pour protester contre la dévalorisation continue de leurs pensions. Exclues des rounds du dialogue social, absentes de l'agenda

des syndicats, vulnérables face à la flambée des prix, ils sont persuadés qu'ils sont victimes d'une grande injustice sociale. C'est pour attirer l'attention du gouvernement sur leur situation sociale très difficile qu'ils ont décidé de poursuivre la mobilisation. Jusqu'à ce que leurs réclamations soient prises en compte. Il s'agit principalement de la défiscalisation des pensions de retraite sur laquelle les retraités de base ont obtenu gain de

cause et leur revalorisation à hauteur de 2.000 DH par mois. Cette exonération ne bénéficie pas aux retraités du privé dont les pensions restent soumises à l'impôt sur le revenu, ce qui n'est pas du goût des intéressés qui dénoncent une injustice qui crée une inégalité entre les retraités du public et du privé.

Le gros des retraités ne sont pas assez bien lotis pour avoir une retraite décente et finir leurs jours dans la dignité. La

moindre des choses pour ceux qui ont travaillé toute leur vie en faisant moult sacrifices. Si le Maroc est un Eldorado pour les retraités étrangers notamment français qui y mènent une vie de rêve grâce à leur pension qui dépasse en moyenne 2000 euros par mois, il ne l'est guère pour la majorité de ses seniors locaux livrés, eux, en raison de leurs allocations de misère, au dénuement et à l'ennui. ▀

### Vive la fonction publique !

**V**ous connaissez le montant moyen d'une retraite de fonctionnaire ? Plus de 8200 dh. Et celui d'un salarié du privé ne bénéficiant pas d'une retraite complémentaire ? Environ 2700 dh !

Je vous laisse un petit moment pour encaisser le coup !

Vous comprenez maintenant pourquoi tout le monde veut être fonctionnaire ? D'autant plus qu'en termes de charge de travail, aucun risque de burn out, on est d'accord ?

Résumons... D'un côté, on a des fonctionnaires qui bénéficient de l'emploi à vie... qui ont des salaires conséquents et une promotion à l'ancienneté... qui bénéficient d'avantages innombrables... qui ne sont pas toujours tenus par des objectifs à réaliser... dont les syndicats font la pluie et le beau temps... et qui bénéficient de retraites confortables !

De l'autre, des salariés au statut précaire, généralement sous CDD... dégonnables du jour au lendemain... Pas toujours payés au Smic... qui subissent harcèlement moral et autres... et qui se retrouvent à la retraite avec une pension de misère !

Et on s'étonne après ça que les ambitions de nos jeunes se résument à une planque dans un bureau confortable où on peut laisser à demain ce qu'on aurait pu faire le jour même... et où on peut même arrondir ses fins de mois de mille et une manières !

Et pour le coup, faisons confiance à nos fonctionnaires. Sur ce plan, ils sont d'une imagination débordante ! ▀

N. Tallal

# LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT

**-18** JOUONS RESPONSABLE



## Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Depuis le début des années 2000, les centres d'appel se sont imposés comme l'un des symboles de la stratégie marocaine d'attraction des investissements étrangers. Portés par la proximité linguistique et culturelle avec la France et l'Europe, ils ont généré des dizaines de milliers d'emplois et contribué à faire du Royaume une "plateforme compétitive" de services externalisés. Aujourd'hui, le secteur pèse lourd dans l'économie urbaine, notamment à Casablanca, Rabat, Fès et Tanger, et reste l'un des rares débouchés pour une jeunesse diplômée en quête d'opportunités. Mais derrière cette belle vitrine, les fragilités sociales et structurelles sont criantes, comme le montre un « Policy Paper de l'Institut Prométhée pour la Démocratie et les Droits Humains (IPDDH) en partenariat avec le CCLD », publié en septembre 2025.

### Des emplois nombreux, mais précaires

Le document met en avant un paradoxe : si les centres d'appel absorbent une main-d'œuvre abondante, notamment des jeunes francophones, ils offrent des conditions de travail loin de refléter le discours officiel. Salaires dérisoires, contrats instables et turnover rapide. La pression sur les cadences, les objectifs stricts et le stress permanent engendrent un épuisement professionnel souvent passé sous silence. Les syndicats peinent à s'implanter dans ce secteur dominé par de grands groupes internationaux, où la logique de rentabilité prime sur la protection



### Centres d'appel au Maroc

# UN MODÈLE À BOUT DE SOUFFLE

**Changement stratégique dans le groupe de télécoms et de médias français dirigé par Patrick Drahi, Altice. L'homme d'affaires franco-israélien né à Casablanca projette en effet de céder sa participation majoritaire dans Intelcia (65% du capital qu'il a acquis en 2016 dans l'entreprise fondée par le Marocain Karim Bernoussi). Une décision qui trouve son origine dans le besoin pressant de réduire une dette colossale, estimée à près de 24 milliards d'euros, qui plombe Altice.**

sociale. L'absence de véritable dialogue social alimente un sentiment d'insécurité chez des milliers d'employés, qui oscillent entre espoir d'ascension rapide et risque de burnout.

### Dépendance aux donneurs d'ordre étrangers

Autre vulnérabilité pointée : la dépendance quasi-exclusive du secteur aux marchés européens, principalement français. Les choix stratégiques des multinationales, où

le cycle des crises économiques, se répercutent directement sur les sites marocains, entraînant parfois des licenciements massifs. Ce qui limite la marge de manœuvre des pouvoirs publics marocains : le Maroc capte certes des milliers d'emplois, mais les décisions qui conditionnent l'avenir des employés sont prises à Paris, Madrid ou Bruxelles. Cette situation fragilise durablement le secteur, exposé aux aléas des relations commerciales internationales.

### Le défi de l'automatisation

Le rapport insiste également sur un bouleversement majeur : la montée en puissance de l'intelligence artificielle et des outils d'automatisation. Une partie des missions classiques des centres d'appel – assistance basique, prise de rendez-vous, réponses standardisées – est déjà en train d'être remplacée par des chatbots et des systèmes intelligents. Si cette transition technologique peut être l'occasion d'une montée

en gamme vers des services plus complexes et à forte valeur ajoutée, elle menace de détruire des milliers d'emplois peu qualifiés. L'absence d'anticipation publique sur cette mutation pourrait aggraver la précarité sociale.

### Une nécessaire réorientation stratégique

Face à ces défis, le Policy Paper de l'IPDDH/CCLD plaide pour une révision en profondeur du modèle marocain. Plusieurs pistes sont avancées :



## Le Maigret du CANARD



Monter en compétences : développer des services spécialisés (conseil, data management, analyse de marché) afin de ne pas rester cantonné à des tâches répétitives facilement automatisables.

Renforcer les droits sociaux : instaurer des normes claires en matière de contrats, de salaires et de représentation syndicale, pour réduire la fragilité des travailleurs.

Diversifier les marchés : élargir l'offre au-delà de la France et de l'Europe pour réduire la dépendance aux donneurs d'ordre traditionnels.

Anticiper la révolution technologique : intégrer des politiques de formation et de reconversion face aux

avancées de l'intelligence artificielle.

### Entre vitrine et réalité sociale

En façade, les centres d'appel restent un argument de poids pour vanter l'attractivité du Maroc. Mais dans les open space des call centers, l'atmosphère n'est guère propice à l'épanouissement professionnel en raison d'un stress accru, du fait de la pression permanente des objectifs à réaliser qui génère surmenage, inquiétude et peur de l'avenir.

Le modèle qui a fait la force du secteur semble avoir atteint ses limites. L'avenir dépendra de la capacité du Maroc à concilier

attractivité économique et justice sociale, en transformant un outil de sous-trai-

tance en véritable levier de développement des compétences dans un environ-

nement professionnel sain et motivant. ▀



### Centres d'appel

# Pourquoi Intelcia est à vendre

**Changement stratégique dans le groupe de télécoms et de médias français dirigé par Patrick Drahi, Altice. L'homme d'affaires franco-israélien né à Casablanca projette en effet de céder sa participation majoritaire dans Intelcia ( 65% du capital qu'il acquis en 2016 dans l'entreprise fondée par le Marocain Karim Bernoussi). Une décision qui trouve son origine dans le besoin pressant de réduire une dette colossale, estimée à près de 24 milliards d'euros, qui plombe Altice.**

### AHMED ZOUBAÏR

Selon Karim Bernoussi, PDG et cofondateur d'Intelcia, des négociations avec des investisseurs marocains pour reprendre les parts d'Altice de Drahi auraient été engagées dans le cadre d'un tour de table national. Qui sont ces potentiels repreneurs? Il s'agirait de groupes familiaux ayant une présence à l'international, à l'image de Zouhair Bennani, cofondateur de l'enseigne de la grande distribution Label'Ve, qui serait dans les starting blocks. Est-ce seulement pour éponger une partie de sa dette que Drahi a décidé de se désengager d'Intelcia? La transformation en profondeur que connaît le secteur des call centers en raison de l'intrusion de l'intelligence artificielle aurait dû jouer dans la décision de M. Drahi. Celui-ci chercherait ainsi à anticiper une crise sérieuse pour quitter une activité confrontée aussi à une loi française interdisant le démarchage téléphonique à partir d'août



Patrick Drahi, président de Altice.

2026. Tout cela fait que les centres d'appels ne sont plus aussi juteux que lors des années précédentes. Il y a péril sur les bénéfiques. Les plus malins quittent le navire quand les autres prennent carrément la fuite. Les grosses pointures comme Teleperformance ou Concentrix ont, quant à eux, assisté à la baisse de leurs titres en baisse.

C'est dans ce contexte de turbulences que Intelcia s'apprête à changer de main. Une grosse menace pèse sur l'avenir du groupe en raison de sa dépendance de l'opérateur télécom français SFR ( 50 % du

volume d'affaires d'Intelcia provient de SFR) et de la volonté de M. Drahi de céder une partie du capital qu'il y détient. Ce changement pourrait impacter profondément le business d'Intelcia et ses postes d'emploi notamment dans les plateformes au Maroc et en Afrique. A cet effet, Intelcia Maroc s'est engagé de créer 4 nouveaux postes d'emploi subventionnés dans le cadre du programme Awrach 2, auquel le gouvernement a réservé une enveloppe de 2,25 milliards de DH, pour favoriser l'employabilité des jeunes. ▀



## Le Maigret du CANARD



### Mouvement Gen Z 212

# Approche purement sécuritaire, degré zéro de la communication

**ABDELLAH CHANKOU**

Perçues par les intéressés comme des actes d'intimidation et une tentative de muselage de leur mouvement, les interpellations systématiques des jeunes manifestants du collectif Gen 212 ne pouvaient que déboucher sur des violences et des débordements. C'est ce qui arriva dans la soirée du mardi 30 septembre dans un certain nombre de villes, notamment Inezgane, Rabat, Skhirat, Beni-Mellal et Oujda... Véhicules des forces de sécurité endommagés ou incendiés, magasins vandalisés et jets de pierre contre les hommes en uniforme... Le bilan est lourd à en croire un communiqué du porte-parole du ministère de l'Intérieur qui a fait état de plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre.

Ces scènes de violence, le Maroc aurait pu largement en faire l'économie. Inhabituelles dans le contexte national et condamnées via un texte portant le logo de la Gen Z, elles ont choqué plus d'un et ravivé la crainte de voir le pays basculer dans le désordre. Ce fut le cas dans certains pays, notamment le Népal et Madagascar, où la Génération Z, qui a manifesté inspiré sa consœur marocaine, a mis son pays à feu et à sang. Mais l'approche adoptée, purement sécuritaire, était-elle la bonne ? Embarquer les manifestants dans les paniers à salades en les bousculant alors qu'ils n'ont commis aucun acte répréhensible par la loi n'est pas défendable.

Sauf à considérer que le fait de manifester et d'exprimer publiquement ses at-

tentes dans un micro-trottoir relève du trouble de l'ordre public en arguant au passage que l'appel à manifester lancé par la Gen 212 n'avait pas obtenu l'autorisation des pouvoirs publics. Dans le Maroc de Mohammed VI, on était en droit d'attendre une doctrine de maintien de l'ordre plus intelligente et moins fébrile, qui privilégie l'identification des individus violents tout en évitant les interpellations intempestives, injustifiées et souvent surréalistes : Tel homme embarqué avec son bébé en pleurs dans un fourgon des forces auxiliaires, tels jeunes assis sur un banc public conduits de force vers un véhicule du même corps de sécurité qui a multiplié les arrestations insolites qui ont fait le tour des réseaux sociaux, etc... On voit bien, à travers ces arrestations sans discernement, que la manière de gérer cette mobilisation pacifique des jeunes en 2025 n'y était pas, à l'inverse du mouvement du 20 février 2011 qui côté, gestion des foules, était bien maîtrisé. 14 ans après, la méthode policière adoptée, qui rappelle une époque que l'on croyait révolue, apparaît aux antipodes de l'image d'ouverture, de tolérance et de liberté cultivée par le Maroc. Celui-ci aurait conforté cette image en dépêchant sur place des équipes de la télévision publique pour recueillir les témoignages des jeunes, ce qui leur aurait donné le sentiment que le gouvernement est à l'écoute et prend en considération leurs revendications. Et puis, une telle manifestation aurait fait sous d'autres cieux l'ouverture des journaux télévisés et créé un débat politique à la hauteur de l'événement. Rien de tout cela au Maroc



Un jeune manifestant conduit vers le panier à salades.

où les responsables politiques se sont mis courageusement en retrait dans un silence assourdissant, laissant les services de sécurité « interagir » à leur manière avec les mécontents. La majorité gouvernementale, réunie autour du chef de l'exécutif, s'est contentée de diffuser mardi 30 septembre un communiqué où elle a indiqué que le gouvernement était « prêt à un dialogue ouvert et responsable avec la jeunesse, à travers les institutions et les espaces publics, pour élaborer des solutions réalistes et applicables, au service du pays et des citoyens ». Mais ce n'est pas un gouvernement en fin de vie - son mandat expire en septembre 2026 - qui pourra régler les problèmes structurels de la santé et de l'éducation.

terre en un temps record des stades futuristes. Dans le domaine des infrastructures, force est de constater que le pays a réalisé, sous la conduite éclairée du souverain, des avancées remarquables mais sur d'autres, comme celui de l'efficacité gouvernementale et la qualité de l'action partisane, il a beaucoup reculé. Résultat: Les opportunistes de tout poil ont prospéré sur la délégitimation du politique, qui a enfanté une incurie locale sans précédent nourrie de corruption et de passe-droits. Les masses paupérisées et la jeunesse précarisée n'ont, face à des corps intermédiaires décredibilisés et à des professionnels de la prévarication, que la révolte pour exister et être entendue. La paupérisation n'est pas seulement le fait de devenir pauvre. C'est le sentiment d'un appauvrissement progressif et inéluctable, le sentiment d'être dépossédé de son avenir et de sa dignité. Cette situation est vécue comme profondément injuste surtout lorsqu'elle contraste avec l'opulence d'une minorité, l'inaction et la passivité des gouvernants. L'avenir pour la Gen Z, biberonnée aux réseaux sociaux dans ce qu'ils ont de meilleur et de pire, devient une menace. Pas une promesse. Plus rien à perdre. C'est l'élément-clé. Quand on n'a plus rien à perdre, la peur des conséquences (arrestation, répression, prison) s'estompe... C'est ce qui a surgi dans les scènes de violence dans de nombreuses villes. La peur du gendarme a reculé. Une autre réalité se fait jour. Il ne faut pas se tromper de combat. ▀

### Petites gens

Deux chantiers essentiels qui n'ont eu droit des décennies durant qu'à des mesures de replâtrage, sans s'attaquer au mal destructeur qui les ronge : les défaillances de la gouvernance. Les gouvernements se suivent et, faute de les soigner, s'aggravent au fil du temps. Sur ces deux secteurs qui dysfonctionnent sont venues se greffer plusieurs couches de ressentiment social du fait de la vie chère, la flambée du chômage et les expropriations brutales qui touchent particulièrement les laissés-pour-compte et les petites gens... Le Maroc a administré la preuve qu'il sait construire des ports et des aéroports de classe mondiale, faire jaillir de





## Bec et ONGLES



*Le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication Mohamed Mehdi Bensaid*

# Le bonheur est à portée... de manette

**Une équipe du Canard a fait réagir le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication Mohamed Mehdi Bensaid sur le mouvement de mécontentement de la Génération Z.**

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

**Êtes-vous au courant que la génération Z défavorisée a battu le pavé les 27 et 28 septembre, à l'appel d'un mouvement baptisé «Moroccan Youth Gen Z 212»**

Non, je ne suis pas au courant. Personne ne me l'a dit. J'étais très occupé par les préparatifs de ma réélection à Rabat. Mais j'ai appris plus tard dans les news qu'ils ont manifesté pour réclamer la satisfaction d'un certain nombre de revendications...

**Vous semblez étonné...**

(Un grand soupir, l'air navré) Franchement, je suis sidéré. Perplexe. Vraiment, très étonné car le ministre de la Jeunesse que je suis a mobilisé des moyens colossaux pour rendre heureux nos jeunes en finançant à tour de bras des festivals de Rap, hip-hop, break dance et les événements de gaming.

**Mais ce n'est pas suffisant..., La jeunesse a besoin d'un avenir...**

Mais ouvrez les yeux, bon sang ! Nous vivons dans une société de l'offre, une société d'abondance ! Jamais les jeunes n'ont eu autant de... de choix récréatifs. Prenez les

festivals de musique ! L'été, c'est un véritable archipel de joie ! Ils peuvent aller de l'un à l'autre, s'éclater, rigoler, regarder la vie en rose et oublier tout ce qui ne va pas... Et puis, il y a les salles de gaming ! Des lieux climatisés où ils peuvent piloter des voitures virtuelles ou... ou tirer sur des extraterrestres. Ils ont des casques qui leur bouchent les oreilles, c'est dire le niveau d'immersion ! On leur offre des mondes parallèles, et ils préfèrent manifester dans le monde réel ? Franchement, je ne comprends pas la logique.

**Peut-être sont-ils inquiets pour leur avenir dans ce monde réel justement ? chômage, précarité, hôpital malade, école en crise, vie chère ...**

Le "monde réel" ? Oui, bon, c'est un concept. Mais il faut être rationnel. Au lieu de vociférer dans la rue, pourquoi ne crient-ils pas dans un micro sur scène ? C'est bien plus festif et valorisant. Au lieu de brandir des pancartes, pourquoi ne brandissent-ils pas une manette de jeu ? C'est bien plus ergonomique. La technologie leur offre des échappatoires si perfectionnées ! C'est un manque de gratitude, je trouve.

**Une source proche de votre cabinet nous a confié que vous aviez suggéré de "remplacer les piquets de grève par des piquets-niques".**

Exactement ! Voilà une idée positive ! Imaginez : un parc, du fast food, de la bière sans alcool... On pourrait même faire venir un DJ. Les jeunes pourraient manifester leur mécontentement en dansant la tecktonik, je crois que ça s'appelle. Ce serait plus joyeux, moins bruyant, et ça ferait marcher le petit commerce local. Tout le monde est gagnant.

**Certains de vos détracteurs vous qualifient de "déconnecté des réalités de la jeunesse". Que leur répondez-vous ?**

Déconnecté ? Moi ? Mais j'ai un compte "Tik-Tak" ! Enfin, mon attachée de communication me montre les "mèmes". Je



sais qu'ils aiment les chats qui font des choses amusantes. Non, la vérité, c'est qu'ils ne savent pas s'organiser. S'ils coordonnaient leurs revendications via une "room" en ligne avec un dispositif de points d'expérience et un classement, je suis sûr qu'ils seraient bien plus efficaces. On pourrait même lancer un "Battle Pass de la Révolte", avec des skins pour leurs avatars.

**J : Un Battle Pass... pour la révolution ?**

Pourquoi pas ? Il faut parler leur langage. En conclusion, mon message à la Gen Z est le suivant : le bonheur est à portée de main. Ou plutôt, à portée de manette. Rentrez, amusez-vous, consommez des loisirs, du foot et de la musique. Le gouvernement s'occupe du reste. Enfin, du... du "monde réel", comme vous dites. Enfin, vous voyez le principe. ▸

## Concours L'école 1337 triomphe au Moroccan Collegiate Programming Contest

Trois jours de compétition, 72 équipes engagées et un stress qui n'est retombé qu'après le verdict : le Moroccan Collegiate Programming Contest (MCPC), organisé du 19 au 21 septembre 2025 au UM6P College of Computing à Rabat, a livré son lot d'émotions et de performances. Et c'est l'école 1337 qui a finalement décroché le trophée tant convoité, mettant fin à plusieurs années de frustration. Parmi les 72 équipes en lice, seules 44 — issues de 31 institutions et représentant 17 villes — ont atteint la finale. Devant leurs écrans, les 132 participants ont dû résoudre une série de problèmes d'algorithmique d'une complexité redoutable, où rapidité d'exécution et stratégie collective étaient déterminantes. Le classement a consacré l'école 1337, suivie par l'École Mohammadia d'Ingénieurs (EMI), l'ENSA Oujda, l'ENSA Agadir et l'UM6P CC. Mais au-delà de ce podium, l'édition 2025 marque une avancée historique : six équipes marocaines décrochent leur ticket pour l'ACPC, la prestigieuse Africa and Arab Collegiate Programming Championship prévue en Égypte en décembre 2026, tremplin vers les finales mondiales de l'ICPC.

**Une victoire bâtie sur la rigueur**

Pour 1337, ce sacre est le fruit d'une préparation minutieuse. Sous la direction de leur coach, Jalal Maaoui, ancien compétiteur devenu mentor, les étudiants ont observé une discipline de fer : concours blancs, revues de code en peer-learning, simulations intensives. « Nous avons enfin mis fin à une frustration qui durait depuis sept ans. Toujours proches du but, jamais au sommet. Nos étudiants ont prouvé que 1337 n'est



**Un sacré largement mérité.**

pas qu'une école de code, mais une école de persévérance et de dépassement », confie Maaoui.

**Un écosystème en pleine montée en puissance**

Cette édition confirme la vitalité croissante de l'écosystème marocain de la programmation compétitive. Les écoles et universités multiplient les investissements, les anciens transmettent leur savoir-faire, et une nouvelle génération apprend

à penser vite, coder juste et collaborer efficacement. Avec ce record de qualifications, le Maroc se positionne comme un acteur incontournable de la scène régionale. Les équipes qualifiées pour l'ACPC porteront désormais l'ambition d'aller chercher une place aux finales mondiales, symbole d'un pays qui ne se contente plus de participer, mais vise à briller au plus haut niveau. ▸

**Le chiffre de la réussite**

1337 est la première école de codage et d'informatique d'Afrique gratuite, ouverte à toute personne âgée de 18 à 30 ans, pour peu qu'elle soit passionnée par la résolution de problèmes et veuille donner libre cours à sa créativité.

Lancé dans la ville minière de Khouribga, 1337 a vu le jour en 2018 grâce à l'engagement d'OCP. Sa popularité et son succès ont ensuite conduit à l'ouverture en 2019 d'une structure similaire à Benguerir. Des étudiants venus de tout le continent se sont ainsi rassemblés autour de la même volonté de se former dans des infrastructures de classe mondiale et de bénéficier de méthodes d'apprentissage par les pairs basés sur des projets réels. Cet engouement exceptionnel a encouragé le groupe OCP à planifier l'ouverture de plusieurs autres écoles 1337 en Afrique. ▸



## Le Maigret du CANARD

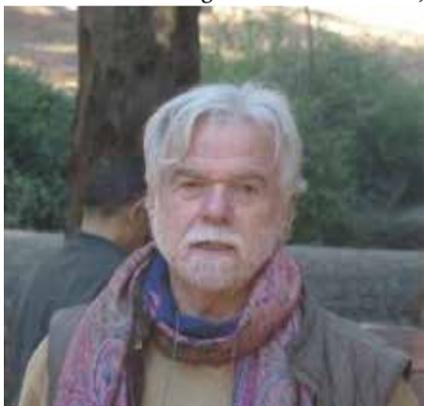


# Journée Mondiale du Tourisme 2025 Je reaffirme de nouveau, ma mise en garde sur le devenir du tourisme marocain 2030

**PATRICK SIMON**

La Journée mondiale du tourisme 2025 au Maroc aurait dû mettre en lumière la capacité transformatrice du tourisme en tant que force porteuse de changement positif, c'est-à-dire, et on le rappelle car cela ne semble pas être entendu, pour l'ensemble du pays Urbain, comme Rural et Oasien en ce qui concerne l'emploi, l'économie sociétale et une croissance reconvertie ! Or, pour que ce potentiel se matérialise, les grands chantiers découlant de la stratégie sport 2025-2030, vecteurs certes d'infrastructures périphériques de croissances nationales en mobilité, industriels et/ou financiers à eux seuls ne suffiront pas, sans inclusions, intégrations et les partages socio-culturels !

Pour avoir été désigné pour un certain nombre d'années en tant que porteur de la « Durabilité Touristique CNT et FNIH - Maroc », je reaffirme n'avoir jamais cessé, (quitte à ce que cela me soit reproché par certains professionnels) de faire valoir, que sans une bonne gouvernance public/privé, une planification stratégique inter-régionale, un solide travail de suivi de cette dichotomie exponentielle entre formel et informel d'une part, et d'établir en second lieu, des priorités objectives, claires, alignées sur des objectifs à longs termes de l'aménagement du territoire,



**Patrick SIMON \***

sur les conséquences qui ne manqueraient pas de se manifester, fautes de visions transversales en matières de durabilités touristiques équilibrées, fautes de prises en compte des vecteurs primordiaux que sont la gestion de l'eau, tout en sachant que la gestion de la ressource hydrique doit devenir le vecteur primordial du développement territorial permettant de réguler la stabilisation des flux migratoires. Ce point mérite d'être au centre de toutes les nouvelles stratégies.

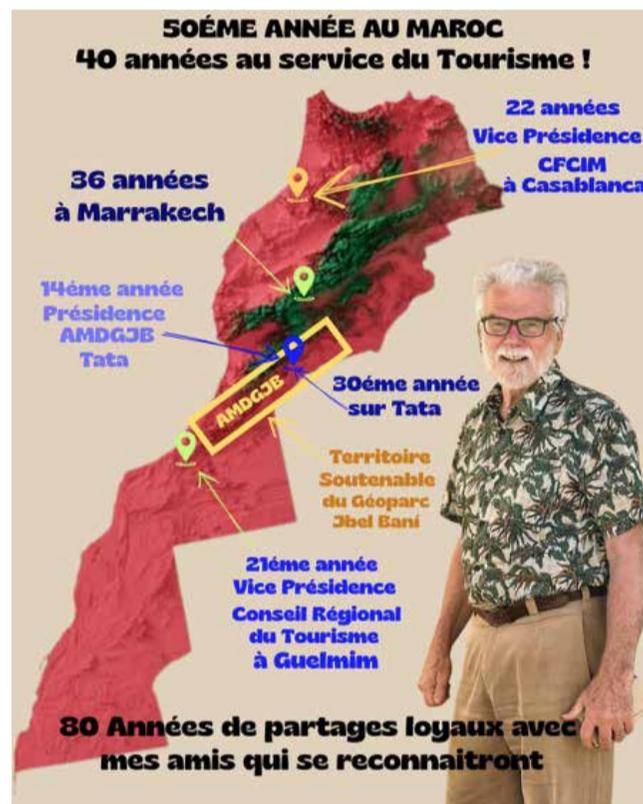
Le développement touristique futur sera jugé à l'aune de sa capacité à innover en matière d'économie d'eau (recyclage, désalinisation à petite échelle, etc.), surtout dans les zones rurales et oasiennes, comme pour les zones urbaines non balnéaires. Gestion de l'eau donc mais

aussi de l'exode rural, les investissements structurels régionaux, les formations et mise à niveaux des élus et administrations locales, de l'éducation, de la santé ! Le tourisme est plus qu'un secteur économique, c'est un catalyseur de progrès social qui fait avancer l'éducation, l'emploi et la création de nouveaux débouchés pour tous pour peu que soit convenu qu'il ne suffit plus de former ! encore faut-il définir pour quels métiers, pour quelles infrastructures effectives et demanderes, localement, régionalement, nationalement ! Pour produire ces effets bénéfiques, il aurait été essentiel d'inscrire les efforts dans une démarche volontaire et inclusive qui aurait placé la durabilité, la résilience et l'équité sociale au cœur du développement du tourisme et de la prise de décision ! Cela n'est toujours pas effectif à ce jour pour ces régions définies comme sujettes à du développement à deux vitesses par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. La transformation touristique durable doit commencer par une gouvernance efficace et une planification axée sur l'humain. Il est crucial d'investir en faveur de l'éducation et des compétences, en particulier pour les jeunes, les femmes et les groupes exposés aux risques d'exclusions afin de les former comme de véritables médiateurs touristico-économiques de leurs régions, comme étant les seuls à pouvoir répondre aux besoins locaux en développements durables.

ONU/TOURISM en ce jour rappelle « qu'en dépit du potentiel de croissance du tourisme, dans les destinations émergentes, près de la moitié des jeunes n'a pas reçu de formation adéquate lui permettant de participer véritablement à cet essor. Pour combler ce décalage, les pouvoirs publics et les parties prenantes doivent élever au rang de priorité, la mise à disposition de programmes éducatifs et de formations professionnelles accessibles et de qualité. Ceux-ci doivent être adaptés aux besoins en pleine évolution de la filière tourisme et doter les personnes des moyens d'exceller et d'apporter une contribution significative aux progrès collectifs des sociétés. Le tourisme doit aussi pouvoir s'appuyer sur l'innovation stratégique et l'entrepreneuriat responsable. La transformation numérique et les modèles de gestion novateurs offrent des possibilités immenses. Soutenir les micro-entreprises, PME et start-up, surtout celles dirigées par des femmes et des jeunes, peut donc être très utile à l'appui d'une prospérité inclusive et d'une diversification économique durable. »

**Dixit «les déclarations de la banque mondiale pour cette journée mondiale du tourisme 2025 de ce 27 septembre 2025»**

Les investissements durables représentant aussi d'importants leviers pour ces



transformations, se doivent cependant d'accorder la priorité aux avantages à longs termes pour la population, à l'amélioration de la résilience et à l'action climatique !

Est-ce le cas des investissements de ces dernières années, pendant lesquelles la Vision touristique aura omis globalement de les concevoir plus intelligents et plus durables ? Les structures décisionnelles ont globalement omis de réaliser ces équilibres primordiaux qui se devaient d'être entre le choix transversal de la DURABILITE au lieu de ne considérer seulement que celui de la QUANTITE !

**La gestion touristique n'est pas que marketing !**

En mes qualités, je n'ai eu de cesse d'alerter parallèlement à ce que sont les principes émis par ONU Tourisme en matière d'investissements touristiques durables ! A ces fins j'ai toujours fait valoir ma conviction invitant les acteurs publics et privés à ce qu'ils s'obligent à créer la Haute Autorité Touristique (H A T), cela afin que soient respectés les équilibres à caractères nationaux, régionaux, locaux, au même titre que ceux exigés par les professionnels, cela afin d'assurer des atouts de croissance d'une part équilibrés et durable, et d'autre part répondant aux besoins des 17 Objectifs de Développement Durables pour ce que sont ceux rattachés aux données climatiques, à l'impact social et à l'innovation, la création ! S'il est vrai que les professionnels auront eu le souci, après cette période COVID d'un faire-valoir de la réelle « Résilience du Tourisme Marocain », l'on est en mesure de définir que par manquement d'une H A T (ayant pour mission de défi-

nir l'équilibre imposé entre le Public et le Privé) que les professionnels auront imposé leurs priorités d'une intendance responsable des ressources naturelles comme leur seule composante centrale ignorant de ce fait, l'inclusif et l'intégration territoriale, les besoins transversaux pour toutes formes de développements équilibrés et durables.

Nous n'aurons jamais cessé de rappeler les recommandations de l'ONU, de l'OMT/UN-TOURISM, pour faire valoir que les acteurs du tourisme marocains devaient maîtriser leurs impacts en engageant activement des mesures visant à réduire fortement les émissions, à conserver la biodiversité et à investir dans des infrastructures nationales comme régionales, cela dans le respect des recommandations de la Régionalisation Avancée préconisée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, infrastructures nationales et régionales résilientes, en vue de sauvegarder les ressources naturelles et les écosystèmes nationaux afin d'assurer la disponibilité des ressources primaires dans l'immédiat et bien entendu dans le souci de celles des générations futures, dans le respect des besoins d'une classe moyenne oubliée ! Le touriste marocain dit « Interne » ayant par sécurité à devenir le premier acteur de la résilience du secteur et un formidable outil de désenclavement afin de se préserver de toutes nouvelles crises internationales. Une stratégie durable doit pleinement l'intégrer, en développant des produits adaptés et en assurant une meilleure répartition des flux touristiques nationaux tout au long de l'année, en cela la H A T ayant à responsabiliser les professionnels dans ce devoir d'apporter solutions à ces formes d'étalements ! Aussi, en cette journée, je m'associe au



# Le Maigret du CANARD



nom de nos équipes, personnellement et pleinement à cette édition de la « Journée Mondiale du Tourisme 2025 », appelant sans détours à ce que Public et Privé, Ministère du Tourisme et ses structures décisionnelles, ONMT, SMIT, professionnelles avec CNT et FNIH s'associent enfin pour prendre les engagements urgents de mettre cette industrie touristique (non encore définie) au service d'une « transformation systémique et durable pour le Maroc tout entier », cela en s'appuyant sur une gouvernance redéfinie et renouvelée, une planification stratégique diversifiée, un suivi rigoureux d'innovations et de création en des priorités collectives claires basés non plus sur les adaptations mais bien sur des unités de contrôles inventives, constructives et indépendantes de tous intérêts privilégiés.

Le tourisme MAROC 2030 se doit d'être en cette année 2025 défini pour un tourisme MAROC 2040, envisageant ainsi l'après « AURA SPORTIVE FIFA » ! En effet, la vision sécuritaire pour le tourisme marocain à l'horizon 2030-2040 se doit impérativement de pivoter d'une simple approche de sécurité des personnes vers une sécurité de « Développement Territorial Durable et Inclusif. Elle se doit, de notre humble avis, se prémunir contre ces trois risques majeurs que sont : la Fracture territoriale, la Perte de compétitivité et la Saturation des modèles existants. La principale menace n'est pas externe mais interne : le développement d'un Maroc touristique à deux vitesses. La vision sécuritaire doit donc consister à planifier et investir massivement dans les infrastructures transversales (routes, hôpitaux, écoles, connectivité numérique) dans ces régions aujourd'hui marginalisées.

## Il s'agit d'une politique de "desenclavement stratégique"

Pour cela, en premier il s'agit de créer les conditions d'un développement endogène ! On sécurise les territoires contre

l'exode rural et l'on diversifie l'offre touristique nationale en la rendant plus authentique et résiliente. Le but est de transformer l'arrière-pays en un véritable maillage d'opportunités plutôt qu'un simple décor pour les circuits des pôles côtiers. En second, face à l'essor des secteurs industriels, miniers et financiers, le tourisme marocain court ce risque d'être relégué au second plan. La vision sécuritaire est ici de « Positionner le Tourisme comme un Secteur "Finisseur" et non Concurrent » de ces nouvelles formes de développements industriels. Cela signifie qu'il doit capter inter-régionalement une partie de la nouvelle richesse nationale pour se réinventer. Cela avec le « Développement d'un tourisme Régional d'Affaires et MICE » (Meetings, Incentives, Conférences, Exhibitions) adossé de manières transversales inclusives aux nouveaux pôles industriels, le Public ayant à en être un régulateur (H A T) ! Puis en orientant une partie des revenus financiers vers des fonds souverains dédiés à l'investissement dans un tourisme durable et à haute valeur ajoutée (H A T - MRE), en ayant le courage d'exiger (ce que nous avons déjà réclamé à maintes reprises à ce que tous nouveaux investisseurs dans les pôles urbains principaux s'engagent d'investir dans les régions défavorisées marocaines (désignées comme telles) avec pour exemples des rénovations de ksour, créations d'écologies, et ou d'infrastructures pour le tourisme de bien-être et de santé). Mais pas seulement, en ayant le courage de la création innovatrice en proposant l'Ingénierie financière de la durabilité en sachant traduire concrètement l'obligation d'investir dans les zones défavorisées ? Au-delà de l'exigence morale ou légale, cette H A T sachant imaginer des mécanismes incitatifs puissants de "contrats de performance durable" avec « des avantages fiscaux incitatifs », « des fonds de péréquation touristique abondés par les zones à fortes rentabilités », ou encore des labels



« Investisseurs Équitables reconnus internationalement ».

## Quand on veut on peut, encore faut-il le vouloir !

Puis en innovant par le courage en sécurisant le tourisme marocain par une « Différenciation Stratégique 2030-2040 », l'après FIFA !

La concurrence des pays Européens comme de ceux de la région MENA sur les créneaux "nature et culture" va devenir féroce. La sécurité de la "Marque Maroc" dépendra de sa capacité à offrir une profondeur que les autres n'ont pas en arrêtant de considérer le touriste comme « seul élément d'une nuitée économique » mais bien par l'inclusivité et « l'intégration touristique identifiable comme authentiquement marocaine ».

En cela et plus que jamais la vision ne

doit plus être que « marketing » mais se doit de passer « d'une offre de consommation (visiter) à une offre d'expérience (vivre) ». En cela où est le culturel, le patrimoine matériel et immatériel face aux copiés collés, initiateurs que de surtourisme éphémère ? Cela implique d'aller plus en avant pour ce qu'est l'investissement dans le « Capital immatériel culturel », la formation de « Médiateurs guides », l'innovation et création d'un artisanat, d'une gastronomie, et de la préservation des dialectes et des traditions locales avant tout, marocains.

## C'est en cela, le seul avantage compétitif non delocalisable

La non-mise en œuvre d'une Haute Autorité Touristique (HAT) ou d'un mécanisme similaire est pour moi « une vulnérabilité stratégique à cet égard ! Il y a en cela responsabilités ! » La mise en place d'une gouvernance agile et décentralisée qui donnerait du fait de l'existence d'une H A T capable de statuer sur l'intérêt national, défini entre le développement des pouvoirs à donner aux régions pour développer leurs propres stratégies, cela en rupture avec le centralisme actuel qui favorise les grands opérateurs se doit d'être envisagé en grande priorité, car elle détient le potentiel non seulement d'être un facteur de durabilité et de paix sociale, mais s'inscrivant aussi ainsi, « en un instrument d'autonomisation, de régénération et de transformation durable du Maroc de demain. »

## C'est maintenant qu'il faut agir

Cette Journée Mondiale du Tourisme 2025 pour faire en sorte une nouvelle fois, avec plus que des souhaits, que le tourisme Marocain puisse exprimer tout son potentiel au service d'un avenir 2030-2040 plus durable, plus inclusif et plus résilient pour tous !

\* **Président « AMDGJB »**  
**Association Marocaine de Développement du Géoparc Jbel Bani**

## Pour rappels, et pour mémoire !

L'ONU a posé les bases du développement durable, qui s'appliquent directement au secteur du tourisme.

- 1992 : Sommet de la Terre de Rio. Adoption de l'Agenda 21, un plan d'action pour le 21e siècle qui, bien que généraliste, a défini les principes du développement durable que le secteur touristique a ensuite adoptés.
- 2015 : Adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le tourisme durable est reconnu comme un levier direct pour atteindre plusieurs ODD, notamment les objectifs 8 (travail décent et croissance économique), 12 (consommation et production responsables) et 14 (vie aquatique).
- 2017 : Année Internationale du Tourisme Durable pour le Développement. Proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU, cette année a eu pour but de sensibiliser les décideurs et le public au rôle du tourisme dans le développement durable et de mobiliser les acteurs pour en faire un catalyseur de changement positif.
- 26 février 2024 : Proclamation de 2027 comme Année Internationale du Tourisme Durable et Résilient. Cette décision récente confirme l'importance continue accordée par l'ONU à un tourisme qui respecte l'environnement, la culture et les économies locales.

## Organisation Mondiale du Tourisme (OMT / UN TOURISM)

En tant qu'agence spécialisée de l'ONU, l'OMT a traduit ces principes en actions et en cadres spécifiques au tourisme.

- 1980 : Déclaration de Manille sur le Tourisme Mondial. Elle reconnaît pour la première fois la dimension spirituelle et culturelle du tourisme et son rôle dans l'éducation et la préservation du patrimoine.
- Octobre 1999 : Adoption du Code Mondial d'Éthique du Tourisme. Ce document fondamental établit un cadre de référence pour un tourisme responsable et durable. Il insiste sur la nécessité pour le tourisme de se développer dans le respect du patrimoine culturel et naturel des communautés d'accueil.
- Depuis les années 2000 : Publications régulières et conférences. L'OMT publie constamment des rapports et des baromètres qui analysent les tendances du marché, montrant une croissance constante de la demande pour des expériences touristiques authentiques, axées sur la nature, la culture et les communautés locales, en opposition au tourisme de masse.
- 2023 : Journée Mondiale du Tourisme (27 septembre). Le thème était "Tourisme et investissements verts", soulignant la nécessité d'orienter les financements vers des projets qui protègent l'environnement et le patrimoine culturel.
- Les annonces officielles de l'ONU et de l'OMT depuis les années 1990 ont constamment et de plus en plus fermement encouragé un modèle de tourisme durable qui valorise les richesses culturelles et naturelles. Cette orientation a été réaffirmée par la proclamation de deux années internationales dédiées (2017 et 2027) et l'intégration du tourisme dans les Objectifs de Développement Durable.



## Can'Art et CULTURE



### Prix littéraire Le roman Makila distingué

Le roman d'Elvis Ntambua Mampuele, Makila, a remporté le Prix du public du Prix Senghor 2025 du premier roman francophone, annonce la maison d'édition La Croisée des Chemins. Après avoir été finaliste du Prix Cheikh Hamidou Kane, du Grand Prix Métis et du Prix littéraire Athéna, Makila, de l'auteur congolais Elvis Ntambua Mampuele, a remporté le Prix du public du Prix Senghor 2025 du premier roman francophone et francophile. Créé en 2006, année du centenaire de la naissance de Léopold Sédar Senghor, l'objectif du Prix Senghor est de distinguer et promouvoir de « jeunes » écrivains d'expression française qui utilisent la langue qu'ils ont en partage. Si le 20e jury de cette édition a choisi de distinguer l'ouvrage de l'autrice québécoise Catherine Perreault, L'Élu (Quartz / Philippe Rey, 2025), Makila a su toucher le public avec son style poignant et



sa plume poétique.

La remise des prix aura lieu le dimanche 9 octobre à 19h à la délégation générale Wallonie-Bruxelles, à Paris.

Recatation d'Elvis Ntambua Mampuele en apprenant la nouvelle de sa consécration: « Je tiens à remercier le jury du prix Senghor pour cette distinction et, surtout, le public grâce à qui ce roman a été auréolé de ce prix. Mes pensées vont aux victimes des violences et de cette ignoble guerre qui dure depuis trois décennies. Une mention spéciale à toute l'équipe des éditions La Croisée de chemins et à mes éditeurs Yacine Retnani et Loubna Serraj qui, depuis la parution de Makila, ont toujours porté haut et fort la voix du peuple congolais. »

### Assilah La poétesse ivoirienne Tanella Boni distinguée



Tanella Boni.

La 13<sup>e</sup> édition du Prix Tchicaya U Tam'si de la poésie africaine a couronné, lundi 22 septembre, la grande voix de la littérature ivoirienne Tanella Boni. L'annonce a été faite par la Fondation du Forum d'Assilah à l'occasion de la session d'automne du 46<sup>e</sup> Moussem culturel international. Le jury, réuni après trois années d'attente, a salué à l'unanimité « la profondeur humaine, la richesse et la force d'engagement » d'une œuvre qui tisse subtilement poésie, philosophie et réflexion sur la condition féminine et les mutations de la société africaine. Née à Abidjan en 1954, Tanella Boni est à la fois poétesse, romancière et philosophe. Ancienne présidente de l'Union des écrivains de Côte d'Ivoire (1991-1997) et membre associé de l'Académie du Royaume du Maroc, elle conjugue dans ses écrits exigence esthétique et engagement social. Son style dense et épuré donne voix à celles et ceux que l'histoire oublie trop souvent. L'auteure, honorée au Salon international du livre d'Abidjan en 2023, compte de nombreux prix prestigieux : Ahmadou Kourouma (2005), Antonio Viccaro (2009), Théophile Gautier de l'Académie française (2018) ou encore le Prix du Festival international de poésie francophone (2023). Elle devient la deuxième poétesse ivoirienne à recevoir ce prix, qui rend hommage au grand poète congolais Tchicaya U Tam'si et qui a déjà récompensé des figures comme René Depestre, Abdelkrim El Tabbal ou Amadou Lamine Sall. »

### Une figure de la presse hispanophone s'en va Adieu Si Saïd!

La presse nationale encore en deuil. Après le décès le 25 août de Ali Hassan, figure emblématique de la télévision nationale, elle perd samedi 27 septembre un autre visage de l'audiovisuel, Saïd Jedidi, dans sa version espagnole.

Après un cycle secondaire effectué à Tétouan et des études universitaires en Angleterre et en Espagne, il rejoint la section espagnole de la RTM, où il a assuré la présentation du journal télévisé dans la langue de Cervantès et occupé les postes de rédacteur en chef puis de chef de département. Sa maîtrise de la langue espagnole et de sa connaissance de l'actu nationale lui ont permis d'officier comme correspondant de nombreux médias espagnols et même mexicains. Après une carrière riche dans l'audiovisuel, le défunt a poursuivi son engagement dans le métier d'informer, en



Feu Saïd Jedidi.

villé au corps, le défunt a été décoré de l'Ordre du Mérite espagnol, en reconnaissance de ses efforts pour rapprocher les téléspectateurs marocains de la langue espagnole à travers les journaux télévisés qu'il a présentés pendant trois décennies. »

fondant "l'Opinion Semanal" et "La Mañana", en animant le blog "Con Acento Marroquí" et en fondant le site d'information en espagnol "Info Marruecos".

Brillant conférencier, il a animé plusieurs séminaires dans des universités au Maroc comme à l'étranger et effectué de fréquents séjours dans les pays hispanophones, notamment en Argentine et en Espagne, dont il a su porter et faire vivre l'héritage culturelle et linguistique comme journaliste, conférencier mais aussi comme écrivain. A son actif deux livres en langue espagnole, Yamna et "Grito primae", Homme de communication, affable, d'un naturel discret et l'amour du pays che-

### "Piaf, Invités et Héritiers" Un projet fort au service de l'enfance défavorisée

À l'évocation d'Édith Piaf, c'est une voix qui traverse le temps, une énergie brute et des textes qui racontent la condition humaine. En avril 2026, c'est un spectacle grandiose qui se déploiera au Maroc pour faire résonner cet héritage : Piaf, Invités et Héritiers, une comédie musicale ambitieuse qui mêle art, mémoire et solidarité.

#### Une tournée d'ampleur nationale

Rabat accueillera la première de cette production, avant que la troupe ne s'élançe dans un véritable tour Maroc : Casablanca, Marrakech, Fès, Meknès, Tanger, Agadir ou en-



#### Une initiative qui va au-delà de l'hommage musical.

offrir à davantage d'enfants défavorisés un espace où se construire et rêver. »

core Mohammedia. Chaque étape sera une rencontre entre un public avide de spectacle vivant et de jeunes talents marocains, mis en lumière sur une scène exigeante.

Quand l'art devient acte social  
Ce projet va au-delà de l'hommage musical. Coproduit par l'auteure et productrice Maïa Vion et l'association Les Enfants de l'Ovale Maroc (EDOM), il porte une ambition sociale claire : organiser dix galas de bienfaisance dont les recettes financeront l'extension des infrastructures éducatives et sportives de l'EDOM, situées dans la commune rurale de Mers El Kheir (Skhirate-Témara). Objectif :



# Le MIGRATEUR



## Bande de Gaza

# Un plan d'annexion de Gaza et de capitulation du Hamas

**Le plan de Donald Trump, qui a la bénédiction des sionistes, ressemble à un marché de dupes qui cherche à consacrer le dépouillement des Gazaouis de leur terre sans aucune possibilité de résistance ni véritable garantie.**



**Un plan léonin pour justifier la poursuite du génocide à Gaza.**

### LAILA LAMRANI

**L**e président américain Donald a dévoilé lundi 29 septembre un soi-disant plan de paix en 20 points afin de mettre fin au génocide en cours depuis plusieurs mois dans la bande de Gaza. Un plan concocté par les sionistes génocidaires sans concertation avec la partie palestinienne. Si le sanguinaire en chef de Tel Aviv Benjamin Netanyahu a soutenu le principe de ce marché des dupes lors d'une conférence de presse au côté de Donald Trump, le Hamas risque fortement de le rejeter. « Si les deux parties acceptent ce plan, la guerre s'achèvera immédiatement », lit-on dans ce document qui prévoit dans ce cas la suspension des massacres des civils gazaouis. Ensuite, "dans les 72 heures suivant l'acceptation publique de cet accord par Israël, tous les otages, vivants ou décédés, seront libérés".

En échange, le colonisateur génocidaire « libérera 250 prisonniers condamnés à perpétuité ainsi que 1 700 Gazaouis détenus après le 7 octobre 2023 », y compris « toutes les femmes et tous les enfants détenus dans

ce contexte ». Le plan prévoit également qu'Israël se retire de Gaza "par étapes". Sans donner de calendrier du retrait.

### **Trump big boss**

Côté gouvernance, Gazal la martyre- doit être administrée dans la cadre d'une transition "par un comité palestinien technocratique et apolitique, chargé d'assurer la gestion quotidienne des services publics et des municipalités pour la population de Gaza", selon le plan.

Lequel comité sera placé « sous la supervision et le contrôle d'un nouvel organe international de transition, "le Comité de la paix", qui sera dirigé et présidé par le président Donald Trump ». L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair en fera également partie.

### **Business à Gaza**

Le plan Trump, qui avait défendu publiquement l'idée de transformer Gaza en "Riviera du Moyen-Orient", vise à "reconstruire et à dynamiser Gaza". Un groupe d'experts qui ont contribué à l'émergence de "certaines des villes modernes florissantes du Moyen-Orient"

sera mis en place à cette fin. Le plan prévoit aussi une "zone économique spéciale", avec des tarifs douaniers et des taux d'accès préférentiels. « Personne ne sera forcé de quitter Gaza », affirme le texte, alors que Donald Trump avait évoqué il y a quelques mois l'idée de vider le territoire de ses habitants. « Nous encourageons les gens à rester et leur offrirons l'occasion de construire un Gaza meilleur ».

Mais une bonne partie des deux millions d'habitants de l'enclave saccagée ont été déjà déplacés par la guerre alors que des dizaines de milliers de civils ont été tués. Sans parler des blessés et mutilés à vie qui se comptent aussi par milliers.

### **Le Hamas out**

Le Hamas, qui a pris le contrôle du territoire en 2007 suite à des élections transparentes, n'a pas sa place dans la nouvelle configuration trumpienne. Les membres du mouvement de résistance qui accepteront de rendre les armes et une "coexistence pacifique" avec le colonisateur seront "amnistiés". Ceux qui voudraient partir de Gaza bénéficieront

d'un droit de passage "protégé vers les pays de destination", selon le projet.

### **Force de stabilisation**

La mouture fait état du déploiement immédiat d'une "force internationale de stabilisation" dans la bande de Gaza, avec le soutien des États arabes. Ce contingent formera la police palestinienne à Gaza et œuvrera à assurer la sécurité du colonisateur et l'Égypte...

### **Quid d'un État palestinien ?**

Le feuille de route à la sauce Trump reste très vague sur la création d'un État palestinien. Le président milliardaire reconnaît à peine un petit rôle pour l'autorité palestinienne affaiblie qui pourra à terme « reprendre le contrôle de Gaza de manière sûre et efficace ». Le texte explique que « les conditions pourraient enfin être réunies pour ouvrir une voie crédible vers l'autodétermination et la création d'un État palestinien, que nous reconnaissons comme l'aspiration du peuple palestinien ». Et pas comme une aspiration de Trump et de ses amis sionistes ?

Lors de la conférence de presse, Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il ne voyait "aucun rôle" pour l'Autorité palestinienne sans qu'elle "subisse une transformation radicale et authentique ». Ce plan qui ressemble à un marché de dupes n'a aucun intérêt ni pour les Gazaouis ni pour les Palestiniens dont il ne reconnaît qu'un seul droit : celui de se faire dépouiller de leur terre et dignité tout en restant sous le joug sioniste criminel sans aucune résistance. ▀

**le Canard Libéré**

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : [contact@lecanardlibere.com](mailto:contact@lecanardlibere.com)

Site web : [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

**Abdellah Chankou**  
[a.chankou@lecanardlibere.com](mailto:a.chankou@lecanardlibere.com)

RÉDACTEUR EN CHEF

**Abdellah Chankou**

RÉDACTION

**Jamil Manar**

**Amine Amerhoun,**

**Salih Toumi, Ahmed Zoubair,**

**Laila Lamrani Amine et**

**Chaima El Omari Naib**

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

**Samir Berhil**

[s.berhil@lecanardlibere.com](mailto:s.berhil@lecanardlibere.com)

CARICATURES

**Boudali, Zag**

WEBMASTER

**Larbi Larzaoui**

INFOGRAPHIE

**Yahia Kamal**

LOGISTIQUE

**Youssef Roumadi**

SERVICE COMPTABILITÉ

**Essaadia HAKANI**

DOSSIER PRESSE

**Aut. 51/06**

DÉPÔT LÉGAL

**2007 / 0025**

ISSN 2028-0416



# Et BATATI ET BATATA



## Lidl pas papa-gâteau du tout

Une employée d'un supermarché Lidl de Jambes (Belgique) a été licenciée pour faute grave à la mi-mars 2022. La malheureuse travaillait dans cette entreprise depuis 19 ans. Après avoir fait un malaise dans les réserves du magasin, elle avait mangé un biscuit périmé. Un comportement qualifié de vol par la direction malgré le certificat médical de la salariée, indique Capital relayant des informations de La Libre et 7 sur 7. « Cette dame a fait un malaise et devait prendre rapidement un élément sucré. Pour nous, la sanction qui a été décidée par la direction est inacceptable » a assuré le secrétaire permanent Setca Commerce à la RTBF. Le syndicat avait appelé au blocage du magasin lundi 4 avril 2022 pour tenter de « relancer la concertation et obtenir justice pour cette travailleuse ». Il souhaitait la faire réintégrer dans l'entreprise. Un accord a été trouvé entre la direction du magasin et l'employée, selon les syndicats et la direction régionale du supermarché. « Cependant, la teneur exacte de notre accord ne sera pas communiquée dans un souci de confidentialité » a expliqué le porte-parole de Lidl en Belgique. Selon des sources syndicales interrogées par RTBF, la salariée ne pourrait pas être réintégrée. On l'espère pour elle.

## Prison break

En Suisse, une nouvelle forme de tourisme insolite semble être en passe de se développer. Selon Le Figaro, l'administration pénitentiaire du canton de Zurich vient de clore les inscriptions de volontaires désireux de passer quatre jours en prison. Objectif de cette étrange démarche : tester une prison flambant neuve, prévue pour accueillir les prévenus en garde à vue ou en détention provisoire. Le nouveau centre de détention, qui devait ouvrir ses portes en avril courant, devrait donc accueillir plus d'une centaine de volontaires. Les 150 salariés de la prison, ainsi que l'administration pénitentiaire zurichoise, espèrent ainsi recueillir de précieuses informations sur la qualité du traitement des futurs détenus et la fiabilité de la sécurité. Contre toute attente, les autorités locales n'ont eu aucune difficulté à trouver des volontaires déterminés à passer quatre jours en prison. Plus de 700 Zurichoises, tous majeurs, se sont portés volontaires pour cette étrange expérience, dont les inscriptions se sont clôturées le dimanche 13 février au soir. Cent cinquante d'entre eux seront sélectionnés pour inaugurer les nouvelles cellules. Il faut bien préciser que les conditions de cette détention volontaire seront nettement assouplies, en comparaison avec l'ordinaire des détenus. Quel bonheur !

## Sable radioactif

La pluie de sable venu du Sahara fait peur : Certains craignent la présence de particules radioactives ! Ces gravillons qui se sont déposés sur une bonne partie de l'Hexagone, notamment dans les Pyrénées. Le mois dernier, rapporte le Parisien du 16 mars, partout en France, le sol s'est recouvert d'une fine couche du sable du Sahara. Ce phénomène est dû aux vents qui importent des masses d'air chargées de particules. Ces dernières transporteraient de la radioactivité. Dans les années 60, des essais nucléaires atmosphériques ont été effectués au-dessus du Sahara. Plusieurs pays ont participé dont la France. Depuis, des particules de césium 137 sont présentes dans le sable du désert. Si les mesures ne sont pas encore disponibles pour cet épisode, il est possible de s'appuyer sur les phénomènes précédents. En 2021, le ciel et le sol de l'Hexagone avaient déjà été teintés d'orange. Les spécialistes de l'IRSN (Institut de recherche sur la sûreté nucléaire), dans le cadre de leur mission de surveillance de la radioactivité dans l'air, avaient observé des données supérieures à la moyenne de césium 137. Toutefois, ces chiffres n'inquiètent pas. Lors de ces épisodes, si la concentration de césium 137 est plus importante qu'habituellement, les chiffres restent très faibles. « Nous analyserons nos filtres à la fin de la semaine et l'on découvrira sans doute une légère hausse de la radioactivité mais il n'y a absolument aucune précaution à prendre », assure Jean-Christophe Gariel, responsable de l'IRSN, au Parisien. Ouf !



### Médecine corsée

Un jeune Corse, étudiant en médecine sur le continent, vient d'être reçu à ses examens. Tout heureux, il téléphone chez lui, au village et c'est son grand-père qui décroche :  
- Papy, je suis reçu !  
- Très bien, je suis heureux pour toi ! Alors, maintenant, tu vas revenir faire le toubib ici ?  
- Pas encore, je dois d'abord faire une spécialité.  
- Et laquelle vas-tu choisir mon petit ?  
- La médecine du travail.  
- Ah ! Ils ont enfin reconnu que c'était une maladie...

### Cafetier corse

Un cafetier Corse dit à sa femme :  
- Je monte faire la sieste.  
Elle lui demande pourquoi, il répond alors :  
- Que veux-tu, je ne peux pas rester sans rien faire.  
Comment être heureux selon les Corses  
Un jeune Corse demande à son grand-père :  
- Papi, dis-moi comment être heureux quand on est grand ?  
- Fiston, il faut la santé et un bon travail.  
- Tu as eu cela toi, pépé ?  
- Moi ? J'ai toujours eu une bonne santé parce que Mémé a toujours eu un bon travail.

### Le Corse et l'autoroute

Un Corse est embauché par une société d'autoroute. On lui propose de peindre des bandes blanches tout le long de l'autoroute. Il accepte et se met au travail.  
1er jour : il peint 100 mètres de ligne blanche.



## Rigolard

2ème jour : il fait 50 mètres.  
3ème jour : il fait 25 mètres.  
4ème jour : il fait 10 mètres.  
Le 5ème jour, le chef vient le voir et lui dit :  
"Ok pour le premier jour, 100 mètres, c'est pas énorme mais ça passe. Mais pourquoi as-tu diminué les jours suivants ?  
Il lui répond : Chef, plus j'avance et plus le pot de peinture est loin..."

### L'essence des choses (Poème des carburants)

Dans ce monde de brut  
De moins en moins raffiné  
Nous passons Leclerc de notre temps  
A faire l'Esso sur des routes, pour,  
Au Total, quel Mobil ?  
On se plaint d'être à sec,  
Tandis que le moteur économique,  
En ce temps peu ordinaire,  
Est au bord de l'explosion,  
Dans un avenir qui semble citerne.  
Il conviendrait de rester sur sa réserve,  
Voire, jauger de l'indécence de ces bouchons  
Qu'on pousse un peu trop loin.  
Il y a des coups de pompes  
Ou des coûts de pompes  
Qui se perdent.  
La vérité de tout cela sortira-t-elle du puit  
de pétrole ?  
Qu'en pensent nos huiles ?  
Peut-on choisir entre L'éthanol et l'État nul,  
Voilà qui est super inquiétant !  
C'est en dégainant le pistolet de la pompe  
Qu'on prend un fameux coup de fusil.  
Je vous laisse réfléchir sur cet axe-là ou sur  
ces taxes-là...  
Bonne route à tous !

## A VENDRE

Local à vendre bien  
situé

**Superficie**  
**250 m<sup>2</sup>**

77 BD Ghandi  
Casablanca-Anfa

Contact :

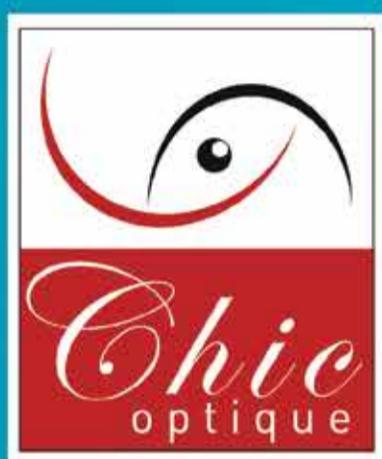
06 81 80 13 07

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point  
d'Europe et Boulevard Zerktouni  
Contactez-nous au 0661177444







# L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS  
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

**LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS**